La revue financière

Publication du ministère des Finances

Note aux lecteurs

À compter du présent numéro de *La revue financière*, les résultats financiers seront présentés suivant la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. Il a donc été nécessaire de recalculer en conséquence les résultats financiers publiés mensuellement en 2002-2003. Il a également fallu y apporter un certain nombre de changements terminologiques et de classification. L'état de l'actif et du passif sera présenté lorsque les résultats définitifs de l'exercice 2002-2003 seront publiés.

Dans le cadre du budget de 2003, le gouvernement s'est acquitté de son engagement de présenter ses résultats financiers selon la méthode de comptabilité d'exercice intégrale. Auparavant, ces états financiers étaient établis suivant une comptabilité d'exercice modifiée. Grâce à la comptabilité d'exercice intégrale, le gouvernement présentera un état plus complet de ses produits et charges et donnera une image plus claire de sa situation financière. En vertu du régime de la comptabilité d'exercice intégrale, le solde budgétaire reflétera désormais mieux les changements de la situation économique qui surviennent au cours de l'année au lieu d'être tributaire d'événements survenus au cours d'exercices antérieurs. Il s'agit de la norme comptable recommandée pour les échelons supérieurs des administrations publiques du Canada par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés et suggérée fortement par la vérificatrice générale du Canada et le Comité permanent des comptes publics de la Chambre des communes.

Le passage à la comptabilité d'exercice intégrale influe principalement sur les revenus fiscaux et sur la constatation du passif et de l'actif non financier (les immobilisations). Les revenus fiscaux sont maintenant comptabilisés principalement dans la période à laquelle ils se rapportent, et non au cours de laquelle ils sont reçus, comme c'était le cas en vertu de la comptabilité d'exercice modifiée. Sous le régime de la comptabilité d'exercice intégrale, le coût des immobilisations est maintenant réparti en fonction de la vie utile de ces actifs. Sous le régime de la comptabilité d'exercice modifiée, ces coûts étaient comptabilisés au cours de l'année d'acquisition. Pour de plus amples renseignements sur la mise en œuvre et les effets de la comptabilité d'exercice intégrale, voir l'annexe 6 du document *Le plan budgétaire de 2003*, disponible sur le Web à l'adresse **www.fin.gc.ca**.

Excédent budgétaire de 0,4 milliard de dollars en avril 2003

Le gouvernement a enregistré un excédent budgétaire de 0,4 milliard de dollars en avril 2003, comparativement à un déficit recalculé de 0,2 milliard en avril 2002. Ce redressement du solde budgétaire de 0,6 milliard d'une année sur l'autre est attribuable à une hausse de 1,1 milliard des revenus budgétaires et à une baisse de 0,2 milliard des frais de la dette publique, que des dépenses de programmes en hausse de 0,7 milliard ont partiellement compensé.

La progression des revenus budgétaires d'une année sur l'autre est surtout attribuable à des revenus plus élevés au titre de la taxe sur les produits et services et de l'impôt sur les bénéfices des sociétés.

- Les revenus au titre de la taxe sur les produits et services ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (25 %) en raison à la fois d'une augmentation de l'assiette assujettie à la taxe et d'une baisse des remboursements.
- Les revenus au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés ont progressé de 0,4 milliard de dollars (29,4 %) en raison

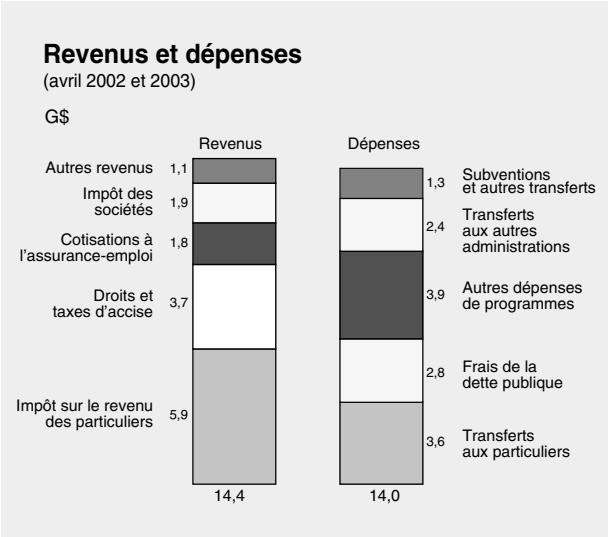
d'une augmentation des acomptes, ce qui reflète la forte hausse des bénéfices des sociétés en 2003, et d'une baisse des remboursements. Comme l'indique le budget de 2003, les données requises pour convertir les revenus d'impôt sur les bénéfices des sociétés en charges à payer afin de présenter les états financiers en temps opportun ne sont pas encore disponibles. On leur a donc substitué l'encaisse.

- Parmi les autres composantes clés des revenus, les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté (de 0,1 milliard de dollars ou 1,9 %) puisque l'emploi, et donc le nombre de Canadiens payant des impôts, a progressé par rapport à l'an dernier. Les cotisations d'assurance-emploi sont aussi en légère hausse, autre résultat de l'amélioration de l'emploi, ce qui a plus que compensé la baisse des taux de cotisation (le taux des cotisations salariales est de 2,10 $ par tranche de 100 $ de gains assurables en 2003 comparativement à 2,20 $ en 2002).

L'augmentation, de 0,7 milliard de dollars, des dépenses de programmes d'une année sur l'autre est surtout attribuable à une hausse, de 0,5 milliard, des paiements de transfert.

Parmi les principaux transferts :

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,3 %). La progression des prestations aux aînés reflète une augmentation du nombre de personnes admissibles à des prestations et du montant moyen de ces dernières, qui est indexé pour inflation. La hausse des prestations d'assurance-emploi résulte de prestations régulières plus élevées en raison d'un accroissement du nombre de prestataires.
- Les principaux transferts à d'autres administrations ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (7,4 %) en raison surtout d'une augmentation des transferts en espèces en vertu du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux, résultat de l'entente conclue par les premiers ministres en février 2003 pour augmenter ces transferts en espèces en les faisant passer de 18,6 milliards en 2002-2003 à 20,3 milliards en 2003-2004.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, surtout en raison de la hausse des transferts au titre de l'aide internationale.



Les autres dépenses de programmes comprennent les dépenses de fonctionnement des ministères et des organismes, y compris la défense et les sociétés d'État. D'une année sur l'autre, ces dépenses ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (6,2 %), traduisant l'incidence de dépenses de fonctionnement plus élevées et d'initiatives stratégiques annoncées dans les budgets antérieurs.

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (6,0 %) sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de l'abaissement du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Besoins financiers de 4,9 milliards de dollars en avril 2003

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, ce qui signifie que les produits sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés et que les charges sont comptabilisées lorsqu'elles sont engagées, sans tenir compte du moment de l'encaissement ou du décaissement. En outre, le solde budgétaire ne porte que sur les activités sur lesquelles l'État exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou les besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ce montant dépend non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou

des besoins financiers résultant des opérations d'investissement de l'État (acquisition d'immobilisations, prêts, dotations en capital et avances) et d'autres opérations, comme le règlement des débiteurs et la perception des créditeurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou les besoins financiers est inscrit dans les opérations non budgétaires.

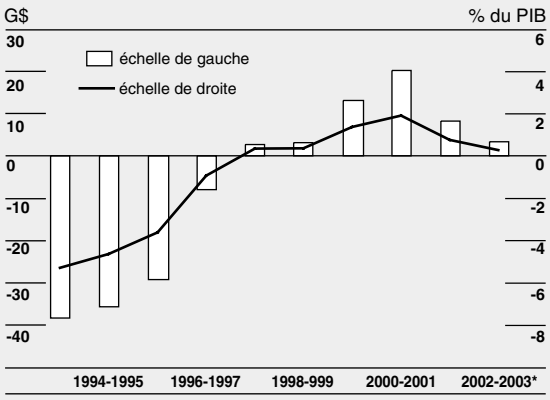
Les opérations non budgétaires se sont traduites par des besoins nets de 5,3 milliards de dollars en avril 2003, soit 0,3 milliard de moins qu'en avril 2002. On constate habituellement des besoins importants en avril, surtout en raison du paiement des débiteurs.

Avec un excédent budgétaire de 0,4 milliard de dollars et des besoins nets de 5,3 milliards au titre des opérations non budgétaires, les besoins financiers se sont établis à 4,9 milliards en avril 2003, en baisse de 0,3 milliard par rapport à avril 2002.

Emprunts nets en baisse de 4,3 milliards de dollars

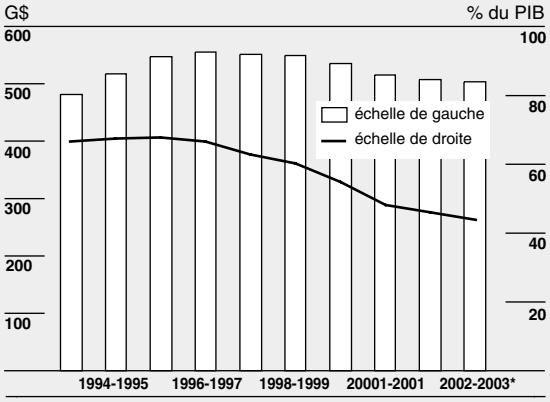
Ces besoins financiers de 4,9 milliards de dollars ont été financés à même les soldes de caisse. En outre, le gouvernement a réduit ses soldes de caisse d'une autre tranche de 4,3 milliards pour réduire l'encours de sa dette portant intérêt. À la fin d'avril 2003, les soldes de caisse s'établissaient à 5,5 milliards, soit 9,1 milliards de moins qu'en avril 2002. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement chaque mois.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada
* en supposant un excédent budgétaire de 3 G$

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances et Statistique Canada
* en supposant un excédent budgétaire de 3 G$

La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	avril	
	2002	2003
	(M$)	
Opérations budgétaires		
Revenus	13 349	14 438
Dépenses		
Dépenses de programmes	-10 506	-11 192
Frais de la dette publique	-3 002	-2 822
Solde budgétaire (déficit ou excédent)[1]	-159	424
Opérations non budgétaires	-5 034	-5 294
Ressources ou besoins financiers	-5 193	-4 870
Variation nette des emprunts	-1 095	-4 287
Variation nette de l'encaisse	-6 288	-9 157
Encaisse à la fin de la période	5 661	5 543

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] En vertu de la comptabilité d'exercice modifiée, un excédent de 0,9 milliard de dollars a été inscrit en avril 2002.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	avril		
	2002	2003	variation
	(M$)		(%)
Revenus fiscaux			
Impôt sur le revenu			
Impôt sur le revenu des particuliers	5 811	5 920	1,9
Impôt sur le revenu des sociétés	1 447	1 873	29,4
Autres impôts sur le revenu	183	289	57,9
Total des impôts sur le revenu	7 441	8 082	8,6
Taxes et droits d'accise			
Taxe sur les produits et services	2 182	2 728	25,0
Droits de douane à l'importation	257	243	-5,4
Taxes de vente et d'accise	705	733	4,0
Droit pour la sécurité des usagers du transport aérien	27	45	66,7
Total des taxes et droits d'accise	3 171	3 749	18,2
Total des revenus fiscaux	10 612	11 831	11,5
Cotisations d'assurance-emploi	1 760	1 771	0,6
Autres revenus	977	836	-14,4
Total des revenus budgétaires	13 349	14 438	8,2

Tableau 3
Dépenses budgétaires

	avril 2002	avril 2003	variation
	(M$)		(%)
Paiements de transfert			
Particuliers			
Prestations aux aînés	2 114	2 201	4,1
Prestations d'assurance-emploi	1 402	1 431	2,1
Total	3 516	3 632	3,3
Autres ordres de gouvernement			
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 550	1 692	9,2
Transferts fiscaux	877	879	0,2
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-210	-191	-9,0
Total	2 217	2 380	7,4
Subventions et autres programmes			
Agriculture	16	4	-75,0
Affaires étrangères	41	199	385,4
Santé	110	95	-13,6
Développement des ressources humaines	70	134	91,4
Affaires indiennes et du Nord	609	600	-1,5
Industrie et développement régional	109	100	-8,3
Autres	184	187	1,6
Total	1 139	1 319	15,8
Total des paiements de transfert	6 872	7 331	6,7
Autres dépenses de programmes			
Paiements aux sociétés d'État			
Société Radio-Canada	182	178	-2,2
Société canadienne d'hypothèques et de logement	171	205	19,9
Autres	225	257	14,2
Total	578	640	10,7
Défense	789	815	3,3
Tous les autres ministères et organismes	2 267	2 406	6,1
Total des autres dépenses de programmes directes	3 634	3 861	6,2
Total des dépenses de programmes	10 506	11 192	6,5
Frais de la dette publique	3 002	2 822	-6,0
Total des dépenses budgétaires	13 508	14 014	3,7

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	avril	
	2002	2003
	(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-159	424
Opérations non budgétaires		
Immobilisations	-20	-22
Autres investissements	-72	-213
Autres activités		
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	-4 321	-5 161
Opérations de change	-835	-106
Amortissements des immobilisations corporelles	214	208
Total des autres opérations	-4 942	-5 059
Total des opérations non budgétaires	-5 034	-5 294
Ressources ou besoins financiers nets	-5 193	-4 870

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et emprunts nets

	avril	
	2002	2003
	(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	-5 193	-4 870
Augmentation (+)/diminution (-) nettes des emprunts		
Payables en dollars canadiens		
Obligations négociables	-5 200	-1 054
Bons du Trésor	4 300	-3 500
Obligations d'épargne du Canada	-57	-94
Autres	0	0
Total	-957	-4 648
Payables en devises	17	-51
Comptes de pension et autres comptes	-155	412
Variation nette des emprunts	-1 095	-4 287
Variation de l'encaisse	-6 288	-9 157

Pour toute demande d'exemplaires supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution, au (613) 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Peter DeVries, au (613) 996-7397.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Août 2003